

En bref

Les conditions climatiques sont très contrastées durant ce trimestre. Avril est très sec et ensoleillé avec des épisodes de gel très dévastateurs. Mai et juin sont très arrosés avec d'importantes variations de température.

Les rendements des **céréales** à paille sont attendus globalement bons, sauf en terres superficielles du fait de la sécheresse de mars et d'avril. À l'approche du début des récoltes dans l'hémisphère Nord, les cours des graines sont volatils, essentiellement en raison de l'évolution de la météo. Les conditions climatiques très contrastées du trimestre nuisent au développement et à la qualité des cultures de **fruits et légumes**, en particulier ceux de plein champ. Dans l'ensemble, l'offre reste mesurée. Les produits d'hiver terminent convenablement leur saison, alors que le marché de ceux de printemps manque de dynamisme. Le **vignoble** est lourdement touché par les épisodes de gel d'avril. Toujours source d'inquiétudes, la campagne de **muguet** se termine dans de bonnes conditions.

Au deuxième trimestre, la hausse du coût des **moyens de production** s'accroît encore.

Pour le secteur **bovin**, les cotations des femelles restent soutenues par une demande ferme en viande bovine française et une offre limitée. Les cours proposés pour les JB sont, quant à eux, stimulés par l'allègement du marché européen et la demande allemande. Les cours des broutards mâles semblent débiter leur baisse saisonnière à partir de fin juin, sans avoir jamais rattrapé les niveaux de 2020. La baisse saisonnière des cours des **veaux** de boucherie est modérée pour la catégorie « rosé clair », mais plus marquée pour les autres, sachant que la production peine à retrouver son niveau d'avant la pandémie. Les cotations des **agneaux** sont en baisse depuis le pic tarifaire exceptionnel observé à l'approche de Pâques, mais demeurent très élevées pour la période. Avec la levée progressive des restrictions, le chiffre d'affaires de la restauration française hors domicile augmente alors que les achats au détail des ménages connaissent un dynamisme plus limité. Le commerce extérieur français de viande bovine montre des signes de reprise. La collecte de **lait** de vache repart à la hausse. Les cotations **porcines** atteignent un plafond en fin de trimestre. Le commerce souffre d'une diminution de débouchés vers la Chine. La consommation des ménages marque le pas. Les charges des éleveurs augmentent, dégradant de fait leur situation financière. Au premier semestre, les abattages régionaux de **volailles** de chair se stabilisent par rapport aux bas niveaux de 2020. Les dynamiques sont contrastées : progression des abattages de poulets, dindes et cailles ; stabilité en canards gras ; recul marqué pour les autres espèces, déjà en fort repli l'an passé. Les indices du coût de l'aliment pour volailles restent à des niveaux élevés. Les achats d'œufs sont en net repli.

Où en est le recensement agricole ?

Le recensement agricole 2020, opération décennale européenne et obligatoire, lancé en octobre 2020 dans toute la France s'est achevé au mois de mai. Son objectif : mieux connaître notre agriculture d'aujourd'hui pour mieux décider demain de politiques agricoles adaptées à la réalité du terrain.

En Pays de la Loire, une partie importante des opérations de collecte a été effectuée par internet auprès de 24 550 exploitations agricoles. En parallèle, une collecte de données complémentaires a été conduite par des enquêteurs en face à face ou par téléphone, auprès d'un échantillon de 6 074 exploitations.

La consolidation des données par les services statistiques du ministère aux niveaux régional et national prendra quelques mois.

Le ministre de l'agriculture et de l'alimentation présentera en décembre 2021 les premiers résultats à l'échelle nationale, régionale et départementale : nombre d'exploitations agricoles, surface et taille des exploitations, répartition des cultures principales.

Les résultats complets seront diffusés progressivement à partir de février et tout au long de l'année 2022 au niveau national et régional, au travers de publications thématiques : l'âge des exploitants et le devenir des exploitations, les signes de qualité, les circuits courts, la main d'œuvre...

En complément, des cartes, des tableaux interactifs et une data visualisation seront proposés sur Agreste, le site Internet de la statistique agricole.

Sommaire

Contexte météorologique p. 2
Industries agroalimentaires p. 14

Productions végétales p. 3 Conjoncture animale p. 10

Contexte météorologique

Avril : très sec et ensoleillé, souvent froid le matin

Durant la majeure partie du mois d'avril les conditions anticycloniques dominant, favorisant un temps sec et une bonne présence du soleil. Les passages perturbés sont rares et, sur l'ensemble des Pays de la Loire, les cumuls pluviométriques affichent des déficits très importants (de 50 à plus de 90 %). Ils culminent sur la Loire-Atlantique et la Vendée, où ce mois d'avril constitue le mois le plus sec depuis l'établissement de mesures pour de nombreuses stations comme Pornic (44) ou Fontenay-le-Comte (85). Après un mois de mars exceptionnellement ensoleillé, avril présente à nouveau des chiffres qui sont proches des records. Du côté des températures, si les maximales sont au-dessus des moyennes, les minimales sont bien en dessous et la moyenne de celles-ci est parmi les plus basses jamais enregistrées sur de nombreux points de mesures ligériens comme Nantes, Angers, Laval, les Herbiers (85). De fortes gelées affectant l'arboriculture et la viticulture se produisent entre le 6 et le 18 avril. Les vents de nord-est prédominent, favorisant l'ensoleillement, mais aussi l'évapotranspiration et la sécheresse des sols.

Mai : arrosé venteux et frais pour la saison

Après 3 mois déficitaires en précipitations, et même quatre pour certains secteurs de la région, la pluie fait partout son retour en force. C'est assez spectaculaire au nord d'un axe St-Nazaire/Angers avec des excédents qui atteignent parfois les 100 %. Il n'y a guère que sur le nord-ouest de la Vendée où les cumuls ne sont que très légèrement supérieurs à la normale. De fait, l'atmosphère est souvent fraîche. En ce qui concerne les températures minimales, seul le poste de Nantes-Ville est au-dessus de la normale. Tous les autres sont en dessous. Pour les maximales, tous se situent sous la normale. Par endroits, les 25 °C n'ont jamais été atteints. Le vent du sud ouest souffle régulièrement et de façon soutenue tout au long du mois.

Juin : chaud puis arrosé

Après un mois de mai déjà bien arrosé, juin 2021 est très pluvieux. Avec des précipitations supérieures à plus de deux fois la normale, il fait partie des mois les plus pluvieux depuis 30 ans, avec 2018 et 1997. Avec par endroits 4 jours de pluie à plus de 10 mm, le mois de juin laisse une sensation de mois plus automnal qu'estival. Du côté des températures, si les moyennes sont supérieures aux normales, le mois est divisé en deux périodes bien contrastées. Jusqu'au 17 juin, l'air est chaud avec des maximales dépassant, du 13 au 16 juin, les 30 °C sur une grande partie de la région. Après, le mercure chute fortement avec sur certains postes des journées où le thermomètre ne dépasse pas les 20 °C.

Tableau 1		Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours de gel		Insolation (heures et minutes)	
		2 ^e trimestre 2021	Moyennes ou normales 1981-2010	2 ^e trimestre 2021		Moyennes ou normales 1981-2010		2 ^e trimestre 2021	Moyennes ou normales 1981-2010	2 ^e trimestre 2021	Moyennes ou Normales 1981-2010
				Mini	Maxi	Mini	Maxi				
Département											
44	NANTES-BOUGUENAI	181,0	171,0	8,9	19,6	9,6	19,1	5	0	713h48	565h06
49	BEAUCOUZE	157,2	157,7	8,6	19,6	9,3	19,4	5	1	694h42	593h24
53	LAVAL	206,0	168,9	8,0	18,5	8,7	18,8	4	6	658h12	562h48
72	LE MANS	264,0	163,8	9,1	19,8	9,1	19,4	3	3	650h48	594h42
85	LA ROCHE SUR YON	182,4	172,9	8,6	19,5	9,1	19,0	8	7	717h30	601h36

Grandes Cultures

Bon potentiel de rendement en céréales à paille

Dans la continuité de mars, avril est sec ; le déficit hydrique s'accroît sur les terres superficielles.

Les conséquences de l'épisode de gel de début avril sont limitées : peu de parcelles de céréales étant à un stade sensible aux températures gélives. En colza, des pertes de fleurs et des coulures de siliques sont observées sur certaines parcelles.

Le mois de mai et la première semaine de juin sont frais et pluvieux, avec des averses répétées et le plus souvent brèves. Ce temps est optimal pour la reproduction des céréales à paille et le remplissage des grains. La chaleur qui arrive ensuite favorise le développement rapide des cultures. Le retour de pluies importantes et parfois orageuses les deux derniers week-ends de juin occasionnent localement de la verse et de la casse d'épis. Ces dernières pluies pourraient impacter la qualité des céréales précoces, notamment leur poids spécifique.

Les rendements seront hétérogènes : bons en sol profond, mais attendus décevants en sol superficiel du fait de la sécheresse de mars et d'avril. Par rapport au rendement moyen régional 2016-2020, les prévisions de rendement avant la récolte sont stables en colza et supérieures respectivement de six et sept quintaux en orge d'hiver et en blé tendre.

Après la mi-avril, les semis de maïs progressent rapidement ; cependant le temps sec retarde les levées et certains semis. Les pluies de mai facilitent les levées, mais la fraîcheur ralentit la croissance des plantes. Des dégâts d'oiseaux parfois importants en maïs et en tournesol sont observés ; des resemis sont parfois nécessaires. Les pluies et la chaleur de juin sont bénéfiques au développement des cultures d'été.

Tableau 2 - Prévisions de récolte en Pays de la Loire au 1^{er} juillet 2021 - récolte 2021 -

Cultures	Surface (ha)	Evolution 2021/2020	Rendement (q/ha)	Evolution 2021/2020	Production (1000 q)	Évolution 2021/2020
Céréales : 649 400 ha dont						
Blé tendre	370 340	22%	72	29%	26 664	57%
Orge d'hiver	57 560	- 4%	67	37%	3 857	31%
Orge de printemps	12 880	- 50%	51	21%	657	- 39%
Triticale	35 340	42%	62	38%	2 191	95%
Blé dur	21 060	6%	61	17%	1 285	24%
Avoine	5 600	10%	59	55%	330	71%
Maïs grain *	111 720	- 30%	-	-	-	-
Oléoprotéagineux : 129 300 ha dont						
Colza	70 600	- 2%	31	15%	2 189	13%
Tournesol	34 340	- 33%	-	-	-	-
Pois protéagineux	5 560	- 14%	42	45%	234	24%
Maïs fourrage	252 960	- 5%	-	-	-	-

Source : Agreste et FranceAgriMer Pays de la Loire

Les surfaces sont provisoires dans l'attente des données PAC 2021

* **Maïs grain** : dont environ 16 300 ha de maïs grain humide ; évolution de la surface globale grain + fourrage : - 14 %

Volatilité des cours des graines liée notamment à l'évolution de la météo à l'approche des récoltes

Le cours du maïs progresse légèrement en avril ; il augmente fortement en mai, puis baisse un peu en juin. Le bilan mondial du maïs est tendu, alors que la demande mondiale reste dynamique : en mai notamment, la Chine a déjà contractualisé auprès des USA et de l'Ukraine respectivement 12 et 5 Mt de leur récolte 2021. Après plusieurs années de baisse de surfaces, l'empire du milieu reconstruit ses stocks de maïs et son cheptel porcine est quasiment renouvelé à son niveau d'avant l'épidémie de peste porcine africaine. Les pluies de juin dans l'hémisphère Nord sont très bénéfiques aux maïs ; la récolte mondiale s'annonce très abondante. Sur juin 2021, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux (242 €/t) est supérieur

de 14 % à celui de mars 2021 (212 €/t). Sur la campagne 2020-2021, le cours moyen du maïs rendu Bordeaux (198 €/t) est supérieur de 24 % à son niveau de 2019-2020 (160 €/t) et de 26 % à son prix moyen quinquennal (157 €/t).

Le cours du blé baisse en avril, augmente sensiblement en mai, puis retrouve son niveau d'avril en juin. Courant avril, en raison de son prix élevé, la demande mondiale en blé diminue. En mai, la forte hausse du cours du maïs impacte celui du blé. Par ailleurs, le temps sec dans l'hémisphère Nord pourrait affecter le potentiel de la récolte à venir. Finalement, les pluies de juin favorisent le bon remplissage des grains et la récolte mondiale 2021 de blé s'annonce elle aussi très importante. Sur juin 2021, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen (213 €/t) est inférieur de 5 % à celui de mars 2021 (224 €/t).

Sur la campagne 2020-2021, le cours moyen du blé tendre rendu Rouen (208 €/t) est supérieur de 17 % à son niveau de 2019-2020 (179 €/t) et de 23 % à son prix moyen quinquennal (169 €/t).

De son côté, le cours du colza baisse en avril, augmente fortement en mai, et se replie en juin. En avril, le cours du pétrole diminue ; par ailleurs, le Brésil enregistre une récolte abondante de soja très présente à l'export, à un prix compétitif. A la suite d'une surface historiquement basse, la récolte française de colza s'annonce en recul sensible. Concernant le canola canadien (variété de colza), le stock est faible ; de plus, les surfaces 2021 sont moins importantes qu'espérées et les conditions de semis sont sèches. Les pluies de juin améliorent sensiblement les prévisions de la récolte de soja aux USA ; la récolte mondiale de soja s'annonce abondante. Quant au cours du pétrole, il progresse. Sur juin 2021, le cours moyen du colza rendu Rouen (519 €/t) est supérieur de 4 € à celui de mars 2021. Sur la campagne 2020-2021, le cours moyen du colza rendu Rouen (444 €/t) est supérieur de 17 % à son niveau de 2019-2020 (378 €/t) et de 21 % à son prix moyen quinquennal (367 €/t).

Campagne 2020-2021 de chargements portuaires très décevante

Entre avril et juin 2021, 118 000 t de céréales et d'oléoprotéagineux sont chargées dans les quatre ports de la région (versus 61 000 t au cours du trimestre précédent). Le trafic portuaire régional 2020-2021 n'atteint pas 500 000 t : 478 000 t. Il faut remonter à 1995-1996 pour retrouver un tonnage du même ordre : 512 000 t. Par rapport

à 2019-2020 et au trafic moyen 2015-2019, les chargements 2020-2021 plongent respectivement de 62 % (- 780 000 t) et de 63 % (- 803 000 t). En un an, la production régionale de blé tendre passe de 3 à 1,7 Mt : cette chute explique le fort recul des chargements portuaires régionaux. En effet, le blé tendre représente en moyenne quinquennale 75 % du trafic portuaire régional.

Les chargements 2020-2021 de blé tendre atteignent 307 000 t (- 745 000 t par rapport à 2019-2020) ; ceux de maïs, 104 000 t (+ 26 000 t) et ceux de blé dur, 58 000 t (- 52 000 t). La principale destination 2020-2021 est Cuba (115 000 t, dont 108 000 de blé tendre), devant le Royaume-Uni (101 000 t, dont 75 000 de maïs), le Portugal (75 000 t, dont 72 000 de blé tendre), et l'Algérie (52 000 t de blé tendre). Les chargements vers ces quatre pays représentent 72 % du trafic portuaire régional 2020-2021.

Une pousse de l'herbe de printemps en demi-teinte

Courant mars, la bonne portance des sols permet la mise à l'herbe rapide des animaux et un bon déprimage des prairies. Cependant, le temps

globalement sec et frais limite la pousse de l'herbe. Des fauches précoces de fourrages de bonne qualité sont réalisées, mais avec peu de rendement. Dans la continuité de mars, avril est sec et frais : la pousse de l'herbe est faible ; elle est même stoppée dans les parcelles au sol superficiel. Cependant, l'herbe pâturée ou fauchée est d'une bonne qualité alimentaire.

Le retour de la pluie en mai fait du bien aux prairies ; toutefois, la fraîcheur limite la croissance de l'herbe. Les fauches sont faites dans de bonnes conditions. La remontée des températures intervient en fin de mois. Durant la première semaine de juin, la pousse de l'herbe atteint son pic ; les fenaisons se déroulent dans de bonnes conditions. Les fortes chaleurs de la mi-juin ralentissent nettement la pousse : les prairies récemment fauchées ou pâturées ont du mal à repartir. Le temps orageux qui s'installe ensuite, avec des pluies conséquentes et une baisse des températures, relance la pousse en début d'été.

L'estimation de la production régionale d'herbe du printemps 2021 est inférieure de 12 % à celle d'un printemps normal, avec des écarts de -2 à -19 % selon les départements.

Tableau 3 - Estimation du rendement en tonnes de matière sèche / ha (herbe du printemps 2021 en Pays de la Loire, situation au 20 juin)

	Rendement de référence	Rendement printemps 2021	Évolution 2021 / référence
Loire-Atlantique	5,14	4,53	- 12 %
Maine-et-Loire	4,92	3,98	- 19 %
Mayenne	5,49	5,00	-9 %
Sarthe	4,33	4,25	- 2 %
Vendée	5,61	4,86	- 13 %
Région	5,12	4,52	- 12 %

Source : Agreste Pays de la Loire

Fruits et légumes

L'offre réduite des fruits de saison favorise le commerce des pommes et des prix élevés pour les fruits présents

L'offre de **pommes** se concentre rapidement. Celle du Sud-Est décline dès avril. Dans le Sud-Ouest, il subsiste essentiellement des volumes de Golden jusque fin juin. Les expéditions sont ainsi essentiellement à partir du Centre-Ouest, avec une gamme variétale qui diminue progressivement. Parallèlement, un épisode de gel particulièrement intense touche une grande partie de la France en avril. Après un mois de mai maussade, ce sont les pluies et les orages qui viennent perturber la météo de juin. Ainsi, les fruits de printemps et d'été sont peu présents et la demande reste active tout le trimestre. Les cours sont haussiers et les conditionnements en sachets continuent d'être particulièrement appréciés. La levée progressive des contraintes sanitaires dynamise le marché de la RHD, néanmoins celui-ci reste en retrait par rapport à une année classique. A l'industrie, les acheteurs se voient contraints de recourir à des pommes de catégorie 2 ou 1 afin d'honorer leurs commandes, ce qui accentue encore l'envolée des cours. Malgré tout, du début de campagne jusqu'en semaine 25, les volumes destinés à l'industrie sont inférieurs de 30 % à ceux de 2019-2020 sur la même période.

Les apports de **fraises** sont réduits. Le fruit a du mal à mûrir et est de qualité hétérogène sous l'effet du gel, de la fraîcheur et des pluies. Avec un déficit important de marchandise et une demande largement supérieure aux disponibilités, les cours s'orientent à la hausse. Le marché est totalement déséquilibré. Durant la deuxième quinzaine de mai, les prix se tassent car les enseignes mettent la fraise en promotion. En juin, les ventes deviennent plus délicates malgré des mises en avant de fraises « standard ». La variété Sologne est en pic de production. Les prix baissent, des stocks d'inventés se créent. La concurrence des fruits à noyaux s'accroît. La fraise standard entre en crise conjoncturelle

à partir du 15 juin jusqu'au 19. L'offre régresse et le commerce devient plus fluide en seconde quinzaine de juin. Les cours se raffermissent pour la fraise de qualité.

Les caprices météorologiques fragilisent la qualité et la quantité des cultures de plein champ sauf pour la mâche

Début avril le marché de la **mâche** est porteur. Des mises en avant pour Pâques couplées à une forte demande à l'export permettent d'échanger des volumes importants à des prix soutenus. Le développement végétatif de la mâche est ensuite ralenti par l'épisode de gel. Les apports suffisent cependant à répondre à la demande toujours impactée par la fermeture des restaurants et de bon nombre de collectivités. Exceptée une croissance ralentie, les gelées tardives n'ont pas d'autre incidence sur les cultures, cette salade résistant bien, par nature, au froid. A partir de la mi-avril le déclin de l'offre est très net augurant de la fin de campagne automne-hiver. Les derniers lots de mâche destinés au conditionnement en plateau gardent des prix élevés pour la période. Le bilan de la campagne de mâche s'annonce peu reluisant compte tenu des destructions massives de cultures réalisées à l'automne 2020.

En avril, après des fêtes de Pâques commercialement actives, la prudence est de mise dans les réassorts de **radis**. L'activité marque le pas, d'autant que la météo froide pour la saison ne stimule pas les échanges. Les cultures non abritées subissent les affres du gel tardif. L'offre devient plus hétérogène. Ensuite, les possibilités d'expéditions se heurtent à la montée en puissance de l'activité des diverses ceintures vertes. Cette situation perdure et le marché est très linéaire jusqu'à la mi-juin. Fin juin, la situation est atypique : les demandes affluent soudainement, mais le niveau de l'offre n'est pas suffisant. Le déficit de production s'accroît.

Le début de la campagne d'**asperges** pour le centre Ouest s'effectue

sur un marché très actif du fait du positionnement précoce du week-end pascal. L'offre étant insuffisante, les prix sont supérieurs à ceux de 2020. La période gélive occasionne des pertes de production. Les ventes sont modérées avec quelques concessions de prix. A l'approche du 1^{er} mai, la météo stimule la production, mais les rendements restent inférieurs à la normale. La demande n'est pas entièrement couverte. Après de bonnes mises en avant, les programmes promotionnels s'estompent. En juin, la demande se désintéresse de l'asperge pour privilégier les premiers produits d'été et des stocks se constituent. Faute de débouché, les parcelles sont progressivement abandonnées signant la fin de la campagne.

La campagne des **salades** d'été démarre timidement sur un marché occupé jusqu'à la fin avril par les productions méditerranéennes. La météorologie printanière atypique entrave le développement correct des salades. La qualité est parfois hétérogène. Cependant, même sans être pléthoriques, les disponibilités hexagonales progressent avec l'entrée en production du bassin francilien, début mai. Le manque de dynamisme de la demande ainsi qu'une concurrence nettement plus marquée entre les différents bassins de production, les multiples ceintures vertes et les jardins familiaux dès les premiers jours de juin, alourdissent le marché. Les destructions au champ de produits en sur maturité et de moindre qualité (maladies cryptogamiques) se multiplient. Ainsi malgré des prix similaires à la moyenne triennale, cette première partie de campagne est jugée peu satisfaisante par la profession.

De forts déséquilibres offre/demande génèrent de fortes amplitudes tarifaires en poireau

Le bilan de la campagne de **poireau d'automne-hiver** est très satisfaisant et les derniers lots résiduels s'échangent à des prix élevés jusqu'en avril.

Les arrachages de **poireau primeur** issus de semis débutent en dernière semaine d'avril, avec la campagne printemps-été, dans un contexte de marché favorable. Les disponibilités nationales reposent essentiellement sur le bassin nantais et ne comblent pas pleinement la demande : les échanges s'effectuent à des prix jamais égalés. Les premiers arrachages de **poireaux primeur «plantés»** débutent vers le 20 mai. En dernière décennie de mai le marché se réoriente légèrement à la baisse. En juin, le poireau planté est seul en lice avec une montée en puissance de la production. L'ouverture des marchés à l'export se fait progressivement, en complément des marchés nationaux. Mi-juin, la situation du marché se détériore, alors qu'il n'y a pas de concurrence interrégionale ou européenne marquée. Les arrachages sont freinés pour éviter toute accumulation de stocks et les prix accusent alors un repli important. Quelques exportations à des prix de dégagement permettent d'écouler les excédents. La situation reste compliquée jusqu'à un retour à l'équilibre fin juin.

Jusqu'en juin, l'activité commerciale manque de dynamisme pour les produits de serre

Le marché de la **tomate** tarde à se relancer après les fêtes de Pâques. Les conditions climatiques, très fraîches pour la période, contrarient la reprise

de l'activité alors que l'offre est bien présente. Les bassins de production sont tous en activité et la concurrence, marquée. La fébrilité des transactions se traduit par une importante érosion des prix en avril pour toutes les présentations. En dehors des actions commerciales, les flux d'échanges sont trop inconstants pour relancer le marché. La situation se complique encore en mai, où les cadrans bretons dévissent fortement après le week-end du 8 mai en entraînant les autres bassins de production. Des stocks subsistent. L'érosion des prix est contenue dans les rondes vrac, mais les rondes grappes s'échangent à des prix plancher. En dernière semaine de mai, le marché est en crise conjoncturelle. Il en sort assez rapidement début juin, avec l'arrivée du beau temps et la réouverture des restaurants qui stimulent la demande. Les stocks s'écoulent et le marché ne se départit pas d'un réel dynamisme dans les deux premières décades de juin. L'arrivée d'un temps très maussade vient ensuite perturber cet élan. La concurrence interrégionale, jusqu'alors en retrait, est plus perceptible malgré une offre nationale assez faible pour une fin juin.

Une fois les fêtes pascales achevées, le marché du **concombre** connaît quelques turpitudes. La météo ne stimule pas la demande, le marché reste déséquilibré malgré les opérations commerciales programmées entraînant une érosion significative des prix. En dernière décennie d'avril, le marché s'assainit : la baisse des volumes

consécutives aux premiers arrachages de cultures réoriente le marché vers un certain équilibre et enrayer la spirale baissière. Contrairement au marché de la tomate, la concurrence en concombres entre les bassins de production est peu incisive en mai. Le mois de juin débute dans des conditions favorables avec l'arrivée du beau temps qui incite l'aval à des réassorts conséquents. L'offre contenue peine à honorer pleinement la demande. La seconde quinzaine de juin, pluvieuse et fraîche, freine la demande sans pour autant créer de fortes tensions sur le marché. De fait, la concurrence entre les bassins de production français demeure peu agressive. Par ailleurs, la météo très contrastée de juin favorise le développement de maladies cryptogamiques sous abris froids.

Tardivement de nouveaux produits intègrent le marché

Le fenouil, les oignons blancs bottes et les carottes bottes viennent progressivement étoffer la gamme de légumes proposés au départ des stations d'expédition. De même, la campagne de courgettes démarre mi-juin sur un marché marqué par la concurrence du sud.

Viticulture

Le vignoble : le gel touche très durement le vignoble ligérien

Fin mars, la chaleur favorise le développement végétatif des vignes. En avril, le vignoble est un peu en avance lorsque les épisodes de gel frappent la région. En Loire-Atlantique, toutes les parcelles gèlent, y compris dans des zones non gélives habituellement.

En Maine-et-Loire, les dernières nuits de gel, accompagnées d'humidité, sont particulièrement destructrices. Les cépages les plus avancés sont les plus touchés. Il faut attendre plusieurs

semaines pour évaluer l'impact du gel sur le potentiel de production. Fin mai, le développement de la vigne est très hétérogène et fonction des bourgeons secondaires sortis après le gel d'avril. La récolte 2021 s'annonce d'ores et déjà fortement réduite.

Ventes au négoce : en progression en volume mais pas en prix moyen

D'août 2020 à juin 2021, les ventes au négoce augmentent par rapport à

celles de la campagne précédente. Le Cabernet d'Anjou, 199 200 hl, gagne 5 %. Les Muscadet, 152 900 hl, progressent de 16 à 22 % selon l'appellation. Le Crémant de Loire, 100 374 hl, évolue de 19 %. Le rosé d'Anjou (+ 39 %), le Saumur Champigny (+ 29 %) et le Gros Plant (+ 155 %) sont également à la hausse. Sur un an, le prix moyen du vrac recule de 1 à 13 % selon l'AOP, sauf pour le Gros Plant, stable et le Muscadet Sèvre et Maine (+ 12 %).

Observatoire Economique du Val de Loire

Situation des Marchés au 30 juin 2021
Achats du Négoce

	MOIS			CAMPAGNE				
	Volumes (hl) (1) Tous produits	Volumes (hl) Vrac uniquement	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Volumes (hl) (1) Tous produits	Evol des volumes totaux	Volumes (hl) Vrac uniquement	Prix du Vrac (2) (€ / hl)	Evol des prix du vrac
Muscadet AC	2 046	2 046	109,24 €	61 853	21%	29 668	88,00 €	-8%
Muscadet Sèvre et Maine	1 286	1 284	160,92 €	9 336	22%	9 287	135,47 €	12%
Muscadet Sèvre et Maine Sur lie	5 105	4 606	176,44 €	81 676	16%	31 276	155,76 €	-3%
Gros plant	607	607	109,53 €	15 092	155%	10 757	81,85 €	1%
Gros plant Sur lie	297	297	135,67 €	8 847	18%	2 380	123,19 €	0%
Anjou Blanc	269	269	170,78 €	1 821	15%	1 188	194,45 €	-7%
Saumur Blanc	493	405	276,92 €	3 811	3%	2 897	200,58 €	-6%
Coteaux du Layon	876	853	356,42 €	14 547	11%	12 967	322,23 €	-2%
Touraine Blanc	5 747	5 153	161,29 €	76 645	7%	47 067	151,84 €	-16%
Vouvray tranquille	1 249	1 239	247,49 €	29 495	35%	24 459	247,84 €	-8%
Saumur fines bulles	70	70	NS	51 517	21%	26 696	157,78 €	-2%
Crémant de Loire	1 379	859	184,36 €	100 374	19%	46 442	186,10 €	-2%
Vouvray fines bulles	546	410	185,92 €	7 387	-59%	4 017	209,69 €	-6%
Rosé d'Anjou	2 175	2 175	168,24 €	94 299	39%	49 225	158,10 €	-5%
Cabernet d'Anjou	3 916	3 733	184,36 €	199 232	5%	111 432	181,34 €	-5%
Rosé de Loire	2 078	2 057	120,92 €	21 760	-15%	8 574	121,86 €	-5%
Anjou Rouge	564	564	161,36 €	3 658	3%	2 987	187,67 €	-12%
Saumur Rouge	57	57	NS	1 203	-1%	924	218,41 €	2%
Saumur Champigny	1 273	1 272	192,64 €	17 652	29%	16 061	199,97 €	-13%
Touraine Rouge	1 408	1 153	149,33 €	21 913	46%	16 803	129,50 €	-2%
Chinon Rouge	3 882	2 587	161,00 €	33 657	50%	24 807	171,60 €	-11%
St Nicolas de Bourgueil Rouge	2 910	2 756	179,34 €	26 247	32%	24 742	186,89 €	-17%
IGP Val de Loire Blanc Sauvignon	2 308	2 233	101,31 €	63 701	38%	26 472	117,16 €	-6%
IGP Val de Loire Blanc Chardonnay	438	429	133,33 €	25 015	28%	10 073	119,77 €	2%
IGP Val de Loire Blanc Autres blancs	514	475	106,44 €	9 631	44%	3 436	123,43 €	-12%
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Gamay noir	354	354	95,25 €	5 258	-14%	4 058	82,13 €	3%
IGP Val de Loire Rouge et Rosé Autres	1 057	1 057	93,67 €	28 042	49%	11 762	95,39 €	-1%
VSIG Blancs	841	ND	88,68 €	52 408	27%	ND	66,55 €	7%
VSIG Rouges	1 500	ND	37,52 €	9 538	-8%	ND	63,16 €	17%
VSIG Rosés	1 068	ND	55,23 €	19 578	-3%	ND	56,62 €	7%

(1) Volume total (ensemble des vins + raisins + moûts)

(2) vin en vrac (sous contrat à prix fixe pour l'Anjou-Saumur-Touraine)

ND : non disponible

NS = Non significatif (si <3 contrats sur la période)

Ventes en grande distribution : dynamiques pour les blancs, à la traîne pour les autres

En grande distribution, entre fin juin 2020 et fin juin 2021, les ventes de vins présentent des dynamiques contradictoires selon l'appellation. Dans un contexte de recul des ventes de rouge (- 3,3 %), le Saumur Champigny tire son épingle du jeu avec une progression de 8 % et un prix moyen au litre stable. Même constat pour les rosés, en recul au niveau national (- 2,4 %), alors que le Cabernet d'Anjou qui représente

3/4 des volumes de rosé du Val de Loire vendus au détail fait exception en progressant de 2,5 % à un prix stable. Les ventes de blancs sont, elles, dynamiques (+ 5 % en volume, + 8,9 % en valeur). Dans ce contexte favorable, les Muscadet progressent, mais moins vite : le Sèvre & Maine sur Lie gagne 2,1 % en volume et 3,2 % en valeur, le Muscadet AC atteint + 2,9 % en volume sans gain de valeur. Bien que les volumes concernés soient moindres, le Muscadet sur Lie et les Coteaux d'Ancenis affichent des évolutions à deux chiffres avec respectivement + 13,7 % et + 20,7 %

en volume et 12 % et 21 % en valeur. Le secteur des fines bulles particulièrement touché en 2020 connaît un printemps dynamique, mais demeure en recul sur un an. Au sein de cette famille, le Crémant de Loire se rétracte de 4 % en volume avec un prix moyen du col en hausse de 3,8 %. Le Saumur souffre plus avec une perte en volumes - 3,7 % et un recul du prix moyen (- 1,96 %).

Horticulture

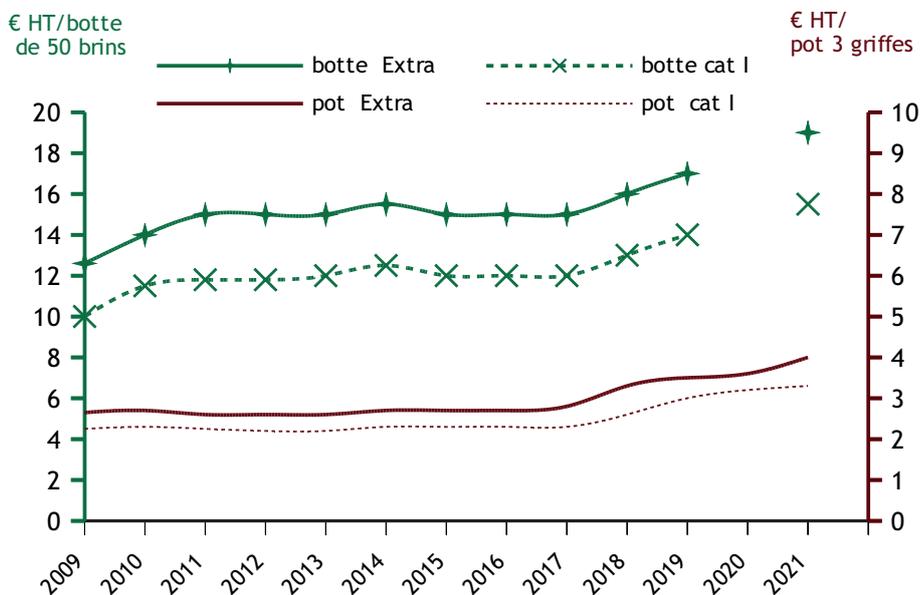
Muguet : retour d'une véritable campagne de muguet après une campagne 2020 avortée

Après plusieurs campagnes difficiles, la saison 2021 du muguet se déroule sous de meilleurs auspices. Fin mars, les températures douces entraînent une sortie rapide des turions suivie d'une froidure en avril qui bloque le développement du muguet. Les parcelles sont hétérogènes et présentent 4 à 5 jours de retard. Le temps freine la pousse : les châssis

sont calfeutrés et la cueillette est retardée autant que possible. La récolte se généralise à partir du 20 avril. Elle se fait dans de bonnes conditions climatiques. Les producteurs n'ont pas eu de difficulté pour trouver de la main d'œuvre, d'autant plus qu'avec le décalage des congés scolaires pour lutter contre la propagation de la Covid-19, les étudiants sont disponibles et intéressés. La météo plus chaude a permis de rattraper un peu de maturité, mais des brins resteront au champ faute de développement ou de qualité

suffisante. Trapu et sain, le muguet est majoritairement de catégorie I. Il se vend à un tarif en hausse par rapport à 2019. La demande est au rendez-vous aussi bien sur le brin que sur le pot. Les pots sont expédiés avec 2 à 5 clochettes blanches et sont de belle qualité avec très peu de casse. Le marché est très soutenu avec des demandes supplémentaires de clients traditionnels mais également des sollicitations de nouveaux clients.

Graphique 1 - Muguet Nantais, stade expédition, prix logé départ HT



Source : RNM - FranceAgriMer

IPAMPA

Les prix des intrants continuent d'augmenter

L'indice du prix d'achat des intrants augmente régulièrement au deuxième trimestre : de 0,4 % en avril, de 0,6 % en mai et de 0,7 % en juin, soit + 7,5 % en glissement annuel.

Tous les postes des intrants connaissent une hausse marquée.

Le prix du pétrole s'apprécie durant ce trimestre, le prix du Brent s'établit à 64,8 \$/baril au mois d'avril en moyenne pour 73,1 \$/baril au mois de

juin en moyenne. Le prix de l'énergie et lubrifiants est impacté par cette hausse (- 2,2 % en avril, + 2,5 % en mai et + 2,1 % en juin) et s'établit à + 21,3 % en glissement annuel.

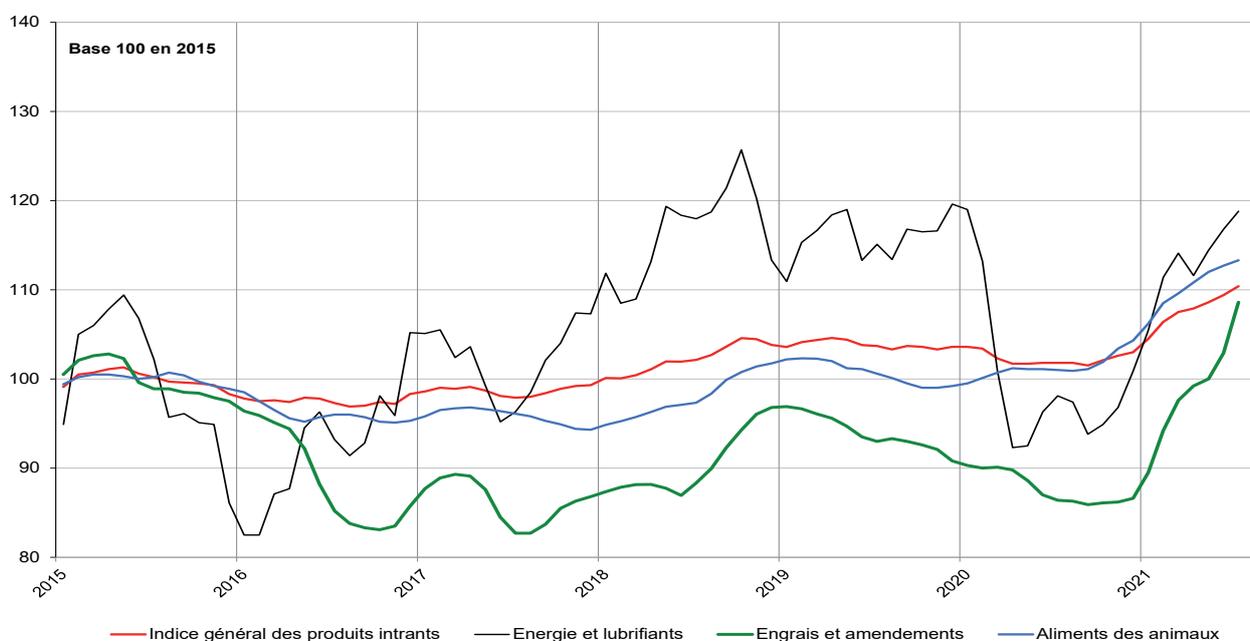
De même, le prix des engrais et amendements poursuit son ascension amorcée depuis le début de l'année et pendant ce trimestre (+ 1,6 % en avril, + 0,8 % en mai et + 2,9 % en juin). Sur un an, il est en nette augmentation : + 18,3 %.

Enfin, les prix de l'aliment pour animaux prennent de la valeur : + 1,1 %

en avril, + 1,1 % en mai et + 0,7 % en juin, soit + 2,8 % par rapport trimestre précédent. Depuis un an, l'alimentation animale coûte 11,5 % en plus. Ce sont les prix des céréales et du maïs qui ont le plus augmenté ce trimestre (+ 6 % et + 7,7 % par rapport au trimestre précédent).

Le prix des biens d'investissements (matériel, ouvrage) évolue peu au cours de ce trimestre (stable en avril, + 0,4 % en mai et + 0,4 % en juin). Sur l'année, l'indice progresse de 4,7 %.

Graphique 2 - Indice des prix d'achat des moyens de production agricole France (2015 – 2021)



Source : Insee - Agreste

Conjoncture animale

Bovins mâles de 8 à 24 mois : abattages dynamiques et cotations toujours bien orientées

Les abattages de jeunes bovins (JB) mâles sont dynamiques, tirés par une demande ferme. Ainsi, au deuxième trimestre 2021, les abattages régionaux (env. 16 500 TEC) se révèlent très proches des volumes moyens quinquennaux et supérieurs aux valeurs de 2020 (14 900 TEC) perturbées par les effets de la crise sanitaire liée à la covid-19. Si les abattages de JB de type viande se révèlent en hausse par rapport aux années précédentes, ceux de type lait sont en baisse à la suite du déclin de cette production depuis plusieurs années. Le marché est fluide et cette situation se traduit pour les JB français (et européens) par des cours au-dessus du niveau des années précédentes. Le JB « grand ouest U » cotait 4,01 €/kg de carcasse fin juin (semaine 26), le JB R 3,82 €/kg et le JB O 3,53 €/kg, des valeurs supérieures de 10-15 centimes/kg aux moyennes quinquennales. Les prix se stabilisent au cours du trimestre à des niveaux historiquement élevés pour une saison estivale. Les ventes demeurent toujours dynamiques, notamment vers l'Allemagne dont l'activité d'engraissement est en déclin structurel. Le marché européen du JB dans son ensemble est nettement plus fluide qu'il y a un an.

Vaches : offres nationale et européenne réduites, demande soutenue et prix soutenus

Les cotations des différentes catégories de vaches restent bien orientées grâce à une demande soutenue de viande bovine française dans un contexte d'offre limitée de femelles. Certes, la réouverture de la restauration hors domicile stimule la demande en viande importée, mais l'offre européenne de viande bovine est elle-même restreinte avec des prix en progression. Partout en Europe, les cotations des réformes ont poursuivi une hausse saisonnière dynamique. A l'échelle régionale, les cotations des catégories mixte O et lait

P sont supérieures aux valeurs 2020 et aux moyennes quinquennales ; elles affichent une croissance assez soutenue au cours du deuxième trimestre 2021 alors que les cours des catégories viande U et R sont plus stables. L'offre restreinte en vaches de réforme se traduit au cours du deuxième trimestre 2021 par des volumes abattus (20 370 tec) proches des volumes de 2020, mais sensiblement inférieurs aux tonnages moyens quinquennaux (21 910 tec). La baisse des abattages est observée avant tout pour les réformes laitières.

Lait de vache : une amélioration de la conjoncture menacée par la hausse des intrants

Au deuxième trimestre, la production laitière ligérienne annuelle repart à la hausse (+ 1,3 % sur un an) après un début d'année difficile, portée par la bonne tenue de la production biologique. A l'échelle départementale, la Loire-Atlantique et la Mayenne progressent, tandis que les autres départements accusent un recul de leur collecte. Le contexte printanier ne favorise guère la production laitière. En effet, les conditions météorologiques régionales du début du printemps ne permettent pas une pousse d'herbe en quantité et en qualité suffisante malgré une amélioration en fin de période. En revanche, l'augmentation des naissances en 2021 (+ 11 % entre avril 2020 et 2021) ralentit temporairement la baisse du cheptel. A données comparables, la collecte cumulée depuis janvier est inférieure de 1,6 % à celle observée au premier semestre 2020 (alors même que cette dernière était impactée à la même période par l'arrivée de la crise sanitaire). La valorisation du litre de lait opère aussi un net renversement de tendance puisque le prix moyen payé au producteur (371 €/1 000 l) progresse de 4 % entre le deuxième trimestre 2020 et 2021 (+ 2,7 % entre ceux de 2019 et de 2021). De janvier à juin, il s'apprécie de 1,3 % entre 2020 et 2021 à 372 €/1 000 l.

Au printemps, la collecte de lait bio poursuit quant à elle une progression

continue (+ 24,3 % sur un an après une hausse de 7,5 % entre 2019 et 2020). La production cumulée depuis janvier augmente de 19,1 % au regard de celle de 2020. Le prix moyen payé au producteur au deuxième trimestre (428 €/1 000 l) est aussi en hausse de 1 % par rapport à celui de 2020. Sur les six premiers mois de l'année, il est à 456 €/1 000 l, en recul de 0,4 % d'une année sur l'autre.

Au plan **national**, le niveau de la collecte laitière tend aussi à se redresser au deuxième trimestre (+ 1,2 % par rapport au deuxième trimestre 2020). Toutefois, cette hausse est obtenue grâce à la bonne tenue de la production de lait bio qui compense une collecte déficitaire en lait conventionnel. En fin de période, la pousse de l'herbe s'améliore sensiblement dans la majeure partie du pays et permet une récolte de fourrage de qualité. En outre, l'augmentation substantielle des naissances de veaux laitiers en avril permet des entrées en lactation plus nombreuses. Enfin, l'érosion structurelle du cheptel laitier français semble marquer le pas à l'entrée de l'été, même s'il demeure à un niveau historiquement bas. Le prix moyen payé au producteur au deuxième trimestre (375 €/1 000 l) gagne 4 % sur un an. Au premier semestre, à 374 €/1 000 l, il bondit de 7,5 % entre 2020 et 2021. Néanmoins, l'impact de cette hausse des prix est neutralisé par une flambée du prix des intrants qui renchérit les coûts de production.

La production française de lait bio ne cesse de croître. Depuis janvier, elle connaît un regain d'activité à la différence de la production européenne (+ 11 % entre les premiers semestres 2020 et 2021). Depuis janvier, le prix moyen du lait bio payé au producteur (464 €/1 000 l) est stable comparativement à celui observé en 2020.

Au deuxième trimestre, la fabrication de produits laitiers est très hétérogène. La fabrication de fromages et de crème est privilégiée par les transformateurs au détriment de la poudre de lait et du beurre. Sur le secteur des produits bio, la situation est tendue en raison

d'une baisse de la consommation de ces produits depuis le début de l'année. Malgré les appels à la modération de la part des collecteurs, l'offre de lait bio est en inadéquation avec la demande.

Au plan **européen**, la production laitière est globalement en progression. Toutefois, si certains pays comme l'Irlande, l'Autriche ou l'Italie connaissent une croissance soutenue, des pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas subissent une érosion de leur collecte. En raison de la pression de la demande mondiale et d'une production moins dynamique de l'ensemble des principaux pays exportateurs, les cours du lait et des ingrédients laitiers sont en hausse pour l'ensemble des pays européens. Toutefois, le renchérissement du coût de l'énergie et des matières premières liées à l'alimentation amoindrit les marges des exploitations européennes.

Broutards : les prix des mâles demeurent déprimés

Au cours du deuxième trimestre 2021, les cotations de la catégorie « charolais mâles U de 300 kg » stagnent aux environs de 2,73-2,75 €/ kg vif, soit environ 10-15 centimes en-deçà des valeurs habituelles en cette période. A partir de la fin juin, les cours de certaines catégories de broutards mâles débutent leur baisse saisonnière, sans donc avoir rattrapé les niveaux de 2020. Les cotations des broutardes se révèlent plus stables et mieux orientées. Dans ce contexte, les exportations de bovins maigres sont dynamiques ce trimestre et dépassent les niveaux perturbés de 2020. Si les envois de broutards vers l'Espagne diminuent (ce pays privilégie les achats de petits veaux, moins onéreux), les exports vers l'Italie restent assez dynamiques, notamment en juin, et les expéditions vers les pays-tiers sont stimulées par les destinations israélienne (plus orientée vers le marché européen) et algérienne.

Veaux de boucherie : une situation fragile

La production de veaux de boucherie peine à retrouver son niveau d'avant la pandémie. En effet, à la baisse de la demande, notamment celle de

la restauration hors domicile (RHD) toujours impactée par les restrictions sanitaires, s'ajoute la hausse des coûts alimentaires qui pèse sur la rentabilité des élevages et le dynamisme des mises en place dans les ateliers. Les opérations de communication « Veau de la Pentecôte » ont permis d'assainir en partie le marché, même si il reste fragile. En juin, le poids carcasse moyen des veaux (145 kg) a un peu reculé par rapport à mai. La cotation du veau « nord rosé clair », indicateur du marché des veaux laitiers, se situe à environ 6 €/ kg de carcasse en semaine 26 (fin juin), soit une baisse d'environ 30 centimes au cours du trimestre. Cette baisse est habituelle à cette période de l'année où la météo, plus estivale, fait fléchir la consommation de viande de veau. Cette baisse des cours du veau « rosé clair » reste toutefois modérée puisqu'ils restent bien au-dessus des faibles niveaux de 2020 pour cette catégorie et s'avèrent supérieurs aux moyennes quinquennales. En revanche, les baisses de cotations sont nettement plus accentuées pour les catégories « rosé très clair » et « rosé ». Comparables aux abattages régionaux 2020, les tonnages du deuxième trimestre 2021 s'avèrent sensiblement inférieurs à la valeur moyenne quinquennale (-11 %). Une tendance similaire, bien que moins prononcée, est observée à l'échelon national.

Ovins : des cotations en baisse depuis Pâques, mais des prix particulièrement élevés pour la période

A 6,98 €/kg en semaine 26 (fin juin-début juillet), la cotation française moyenne pondérée des agneaux diminue progressivement au cours du deuxième trimestre pour des raisons saisonnières, après le pic tarifaire très élevé (7,65 €/kg) observé fin mars-début avril à l'approche de Pâques. Bien que l'écart avec les niveaux des années précédentes s'amenuise d'avril à juin, la cotation reste exceptionnellement élevée pour la période. En France et dans la région, les abattages restent dynamiques jusqu'en mai. La production abattue d'ovins ralentit en juin, mais les opérateurs s'attendent à un regain de la demande avec les fêtes musulmanes à venir (en juillet). Sur les 6 premiers mois de l'année,

les importations de viande ovine et d'ovins vivants sont finalement assez soutenues. Face à une demande mondiale assez ferme, les sorties d'agneaux semblent progressivement augmenter, notamment en provenance d'Irlande et du Royaume-Uni. Les exportations néo-zélandaises sont en hausse d'une année sur l'autre, tirées par une forte demande des grands bassins d'importation.

Lait de chèvre : une valorisation encourageante malgré la hausse des charges

La production de lait de chèvre ligérien progresse à nouveau au deuxième trimestre (+ 1,2 % sur un an et + 7,3 % /2019). Cette bonne tenue de la collecte permet d'afficher une hausse de 1 % de la production régionale depuis janvier au regard de celle de 2020. L'évolution des cours du lait de chèvre est aussi favorable. En effet, à 710 €/1 000 l, le prix moyen payé au producteur est en hausse de 4,5 % entre le deuxième trimestre 2020 et 2021 (+ 8,7 % sur le deuxième trimestre 2019/2021). Depuis janvier, le prix moyen cumulé ressort à 765 €/1 000 l, soit une augmentation de 5 % par rapport à celui de l'année précédente.

A l'échelle nationale, la collecte de lait de chèvre est en légère progression au deuxième trimestre 2021 (+ 1 % sur un an). Après un début d'année en berne, les livraisons se redressent, encouragées par l'amélioration des conditions météorologiques qui favorise la pousse de l'herbe dans de nombreux bassins de production. Toutefois, cette embellie est à peine suffisante pour effacer le déficit de collecte constaté sur les quatre premiers mois de 2021 (- 0,4 % entre le premier semestre 2020 et 2021).

La valorisation du lait de chèvre est encourageante. Au deuxième trimestre, en raison d'une amélioration de sa composition et de la hausse du prix de base dépendant de la qualité du lait utilisé pour la transformation, le prix moyen payé au producteur (694 € 1 000 l) est en progression (+ 4,8 % sur un an). Au premier semestre, à 732 €/1 000 l, il gagne 4,5 % sur un an. Toutefois, cette bonne tenue des cours est neutralisée par une hausse continue

des charges en élevages depuis le début de l'année, notamment concernant le poste alimentation (60 % des charges totales).

Depuis janvier, la faiblesse des disponibilités impacte le secteur de la transformation. Les fabrications de produits laitiers à base de lait de chèvre sont en baisse. En outre, les importations sont en recul. Les industriels privilégient pour l'instant la collecte nationale en raison d'une hausse des prix du lait espagnol dont la production est en baisse. Néanmoins, avec une baisse de la consommation intérieure qui se précise et une réorientation des habitudes d'achats (réouverture de la RHD et baisse des ventes en GMS), le marché semble avoir trouvé un certain équilibre.

Porc : hausse des cours ternie par une dégradation des indicateurs de consommation et de coût de production

Le cours du porc augmente durant tout le trimestre. La cotation porcine (cotation entrée abattoir, classe S, TMP \geq 60 %, centre-ouest) ouvre le trimestre à 1,6 €/kg et le ferme à 1,75 €/kg. Les variations se limitent à un intervalle compris entre 1,6 €/kg et 1,78 €/kg. Le cours moyen du deuxième trimestre s'établit à 1,73 €/kg, c'est 4,4 % au-dessus du cours du même trimestre 2020 et 9 % au-dessus de la moyenne quinquennale 2016-2020.

La consommation des ménages à domicile (Kantar Worldpanel) traduit une baisse de consommation en volume au deuxième trimestre. Environ un quart de la carcasse d'un porc est consommée sous forme de viande fraîche, les trois quarts en charcuterie. Pour la charcuterie, le rayon jambon connaît une baisse d'achats de 4,4 % par rapport au trimestre précédent. Les achats des autres charcuteries stagnent (+ 0,1 %) avec un gros succès pour le rayon des saucisses (+ 34,9 %) par rapport au trimestre précédent. Sur les 6 premiers mois de l'année, les achats de porc frais diminuent de 5,7 % par rapport à la même période de l'année 2020. Les tonnages de viandes de porc charcutier abattu (en tec) sur le

deuxième trimestre 2021 par rapport au deuxième trimestre 2020, augmentent légèrement en Pays de la Loire (+ 1,6 %), en Bretagne (+ 1,3 %) et en France (+ 1,2 %).

Les exportations en volume vers la Chine diminuent fortement ce trimestre (- 28 % par rapport au premier trimestre 2021). En conséquence, les exportations totales reculent de 5,1 % en volume mais se valorisent à + 0,3 %. En revanche, les importations totales augmentent de 3,5 % en volume et de 9,7 % en valeur. Sur le trimestre, le solde commercial reste positif en volume, mais non en valeur.

Selon l'IPAMPA France entière, le coût des intrants augmente sur le deuxième trimestre (+ 1,8 % et + 7,5 % en année glissante). L'énergie prend de la valeur depuis le mois d'avril, soit + 2,4 % par rapport au trimestre précédent. Le prix de l'aliment porcin, qui représente la moitié des charges des éleveurs, augmente sur le trimestre de 2,8 %. De même, le prix des engrais s'apprécie à + 5,4 % par rapport au premier trimestre 2021.

L'indicateur de marge brute naisseur-engraisseur atteint un point haut au mois de mai 2021 : 1 555 €/truite/an.

Aviculture : stabilité des abattages régionaux de volailles de chair au premier semestre.

Au deuxième trimestre 2021, les abattages de volailles de chair progressent de 2 % en Pays de la Loire par rapport au faible niveau du deuxième trimestre 2020. Comme au premier trimestre, les volumes abattus restent inférieurs aux moyennes quinquennales. Sur l'ensemble du semestre, la quasi-stabilité des volumes de volaille abattus d'une année sur l'autre masque des dynamiques contrastées : progression des abattages de poulets, dindes et cailles ; stabilité de ceux de canards gras ; recul marqué pour les autres espèces (canards à rôtir, pintades, pigeons) déjà en fort repli l'an passé. Ces évolutions sont à apprécier à l'aune d'une année 2020 atypique, marquée au premier semestre par le premier confinement et l'arrêt de la restauration hors domicile et de l'export.

Par rapport à 2020, les abattages régionaux de **poulets** augmentent de 5 % au deuxième trimestre. Sur l'ensemble du premier semestre, avec une hausse de 3,5 %, les abattages retrouvent leur niveau de 2019. Sur six mois, la progression est de 5 % en poulet standard, tandis que les abattages régionaux de poulets sous signe de qualité sont stables. La dynamique de ces deux segments est similaire en France. Sur les six premiers mois de l'année, les exportations nationales de viandes de poulet progressent de 41 % à destination de l'Union européenne (Pays-Bas, Allemagne, Espagne) et baissent de 13 % vers les pays tiers (Arabie Saoudite et Asie). Les importations, neuf fois sur dix en provenance de l'UE, augmentent de 17 % (Pologne, Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas). Sur la période, les achats des ménages français en viande de poulet sont en recul de 5 % (en poulet prêt-à-cuire comme en découpes). Les stocks nationaux de viande de poulet se maintiennent à des niveaux proches de 2020 et 2019.

Selon le CIDEF, « le premier semestre 2021 a été particulièrement difficile pour le marché de la **dinde**. Pénalisé par la faible activité en restauration hors domicile (RHD) et la hausse brutale du cours des matières premières, elle n'est pas parvenue à écouler sa production. Face à ce constat, la profession reste prudente et maintient un niveau de mise en place en retrait par rapport à l'année dernière, période où malgré un confinement imposé par la covid-19, la consommation s'était maintenue ». De fait, les mises en place nationales de dindonneaux sont en recul de 11 % sur les six premiers mois de l'année. Alors que les abattages nationaux et bretons sont en net repli, les abattages ligériens de dindes progressent de 2 % au premier semestre, rejoignant leur niveau moyen quinquennal. L'effet saisonnier en fin d'année n'a pas permis de diminuer les stocks nationaux de viande de dinde. Ceux-ci restent très élevés (+ 76 % sur les six premiers mois de l'année), autant en rouge qu'en blanc. La réouverture progressive de la restauration hors foyer n'a pas encore d'effet et les achats des ménages français restent en repli de 7 % au premier semestre. Sur la période, les exportations de viandes et préparations de dinde sont

en baisse de 11 %, vers l'Espagne et la Belgique notamment, tandis que les importations augmentent de 4 %.

En **canards à rôtir**, les Pays de la Loire assurent la moitié des abattages nationaux. Au premier semestre, le volume des abattages régionaux baisse de 15 % dans la région, après - 14 % et - 22 % aux premier et deuxième semestres 2020. L'activité est en repli dans la plupart des abattoirs. En **canards gras**, les volumes régionaux abattus se stabilisent au premier semestre, après un recul de 16 % sur l'ensemble de l'année 2020. Les deux importantes régions productrices du sud-ouest sont toujours impactées par les abattages sanitaires et préventifs de la filière palmipèdes gras pour juguler l'IAHP¹, les abattages régionaux concentrent désormais 39 % des abattages nationaux. Avec une offre nationale qui se raréfie, la consommation à domicile de magret est en baisse d'un tiers par rapport au premier semestre 2020, tandis que celle de filet de canard progresse de 10 %. Si les mises en place nationales de canetons ont baissé de 18 % sur les quatre premiers mois de l'année 2021, comme l'an passé, elles sont en forte reprise en mai et juin avec un rebond des éclosions qui pourrait annoncer les sorties de crise de production pour les deux filières. Au premier semestre, après un fort repli en 2020, les échanges de viande de canard ont nettement repris, à l'exportation comme à l'importation.

Au deuxième trimestre, les abattages régionaux de **pintades** sont en baisse de 17 % par rapport au très bas niveau de 2020, après - 19 % au premier trimestre. Les tendances sont similaires au niveau national, la région concentrant les trois quarts des volumes abattus. Sur le premier semestre, le niveau d'abattage est inférieur de 27 % à la moyenne quinquennale régionale. La baisse d'activité est marquée dans les deux principaux abattoirs, situés en Maine-et-Loire, qui concentrent 80 % des animaux abattus. Néanmoins, si les mises en place nationales des pintadeaux dans les élevages étaient en repli de 16 % au premier trimestre, elles progressent de 2 % au deuxième. Neuf **pigeons** français sur dix sont abattus dans la région. La filière a particulièrement souffert en 2020

avec l'arrêt de la restauration hors foyer et de l'export. Au premier semestre, les abattages régionaux restent en repli de 10 %, baisse similaire à celle observée l'an passé. En **cailles**, l'activité progresse de 3 % dans les deux abattoirs régionaux. L'an dernier, au premier semestre, les abattages avaient reculé de 13 %.

Pour la plupart des espèces, les indices du coût de l'**aliment pour volailles** calculés par l'ITAVI (Institut technique de l'Aviculture) se tassent en juillet, mais demeurent supérieurs d'environ 30 % aux moyennes quinquennales du mois. Cependant, même si l'alimentation représente plus de la moitié du coût de production d'un poulet, la contractualisation de la production avicole atténue l'augmentation des coûts de production supportée par les aviculteurs ; les prix de reprise des volailles sont en grande partie indexés sur l'évolution des prix de l'aliment. Les indices de prix à la production des volailles de chair progressent également depuis le début de l'année. En juillet, pour toutes les espèces, ils sont supérieurs aux niveaux de l'an passé et aux moyennes quinquennales (de 3 % pour le poulet Label à 14% pour le canard à rôtir). En cumul de janvier à mai, la fabrication d'aliments pour volailles est en repli de 4 % par rapport à 2020.

En cumul annuel, alors que les volumes nationaux d'**achats des ménages** progressaient de 1 % au premier trimestre, ils sont finalement en baisse de 5 % sur l'ensemble du premier semestre. Ils sont en net repli en poulet, dinde, canard et charcuterie à base de volaille. Ce recul s'inscrit après un deuxième trimestre 2020 particulièrement favorable pour la consommation de volaille à domicile, du fait du confinement et de la fermeture des restaurants et cantines.

Œufs : baisse marquée des achats des ménages français

Au premier semestre 2021, la production nationale d'œufs de consommation calculée par modèle est estimée à 7,3 milliards d'unités, supérieure de 3 % au niveau de 2020 et de 2 % à la moyenne 2016-2020. Sur la

période, les mises en place de poulettes d'un jour pour la production d'œufs sont en hausse de 2 %.

En juillet, la TNO (Tendance nationale officieuse) moyenne, indicateur du cours de l'œuf coquille, s'établit à 6,45 € les cent œufs, supérieure de 1 % à celle de juillet 2020 et de 7 % à la moyenne quinquennale du mois. En juin et juillet, en lien notamment avec des prévisions de production en hausse, les indices de prix à la production des œufs ne dépassent guère ceux de 2020. L'offre dépassant la demande, le marché français de l'œuf reste encombré, particulièrement en bio et plein air.

Sur les six premiers mois de l'année, avec des prix globalement stables, les achats d'œufs par les ménages français ont fortement baissé : - 10 % en volume par rapport au premier semestre 2020, particulièrement favorable. Le recul concerne tous les produits : œufs cage (- 25 %), mais aussi œufs biologiques (- 8 %) ou de plein air (- 3 %).

Sur la période, les exportations d'œufs coquille vers l'Union européenne sont en hausse de 61 % en volume du fait d'une hausse importante des débouchés vers l'Allemagne et l'Espagne. Les importations sont en baisse de 22 % (depuis la Pologne et la Belgique). Les exportations d'ovoproduits alimentaires sont en hausse vers l'UE comme vers les Pays tiers, alors que les importations fléchissent (- 4 % en volume).

Cuniculture : abattages et consommation en baisse

Les six abattoirs de lapins du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Normandie et ex-Poitou-Charentes) concentrent près des trois quarts des abattages nationaux. En Grand Ouest comme au niveau national, les abattages se replient de 10 % au premier semestre par rapport à la même période 2020, un recul supérieur de trois points à celui observé les années précédentes.

Après avoir progressé jusqu'à la mi-avril, le cours national du lapin vif départ élevage débute sa baisse saisonnière. En juillet, la cotation moyenne s'élève

1 IAHP : Influenza aviaire hautement pathogène

à 1,71 €/kg, supérieure de 4 % à celle (élevée) des deux années précédentes. Depuis trois ans, l'indice des prix à la production du lapin est supérieur à sa moyenne quinquennale (de 10 % en juin 2021). De son côté, comme pour les volailles, l'indice ITAVI de l'aliment pour lapins est en hausse croissante depuis

l'automne 2020 (en juillet : + 26 % sur un an et + 30 % par rapport à la moyenne quinquennale). Sur cinq mois 2021, la production d'aliments composés pour lapins est en recul de 4 %.

Au premier semestre, avec des prix de vente au consommateur en hausse,

les volumes d'achats des ménages en lapin frais sont en recul de 3 %. Les exportations semestrielles de viande de lapin sont en baisse de 2 % en volume et de 12 % en valeur (baisse vers l'Italie et la Belgique). Les importations restent en repli (- 8 % en volume).

Commerce extérieur régional

Un solde commercial négatif au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre 2021, tous produits confondus, les exportations ligériennes s'élèvent à 4,5 milliards €. Ce montant est en augmentation marquée par rapport au (très) bas niveau du deuxième trimestre 2020, plombé par la crise sanitaire affectant les flux commerciaux. Par rapport à la moyenne quinquennale des deuxièmes trimestres pré-covid (2015-2019), l'export ligérien reste encore en repli de 12 % (en valeur). L'export agricole et agroalimentaire s'en sort mieux : avec 985 M€, le niveau du deuxième trimestre est supérieur de 5 % à la moyenne quinquennale 2015-2019. Les exportations des produits agricoles et agroalimentaires représentent encore ce trimestre 22 % des exportations régionales (comme sur l'ensemble de l'année 2020).

Les exportations des produits agricoles bruts s'élèvent à 237 M€ au deuxième trimestre 2021, inférieures de 8 % à celles de l'année précédente et de 1 % à la moyenne quinquennale (2015-2019) du trimestre.

Avec 749 M€, les exportations des produits transformés au deuxième trimestre 2021 sont en hausse de 22 % par rapport au (faible) deuxième trimestre 2020. Par rapport à la moyenne quinquennale 2015-2019, la progression est de 7 % : les montants exportés augmentent dans le secteur des huiles et graisses, des produits laitiers et de boulangerie-pâtisserie. Ils baissent dans ceux des viandes et des boissons. Ainsi, par rapport à cette période quinquennale et compte tenu des spécificités sectorielles départementales, les montants export des produits agroalimentaires sont en forte progression en Loire-Atlantique et en net recul en Maine-et-Loire et en Mayenne. Ils sont quasiment stables en Sarthe et Vendée. De leur côté, les montants des importations des produits agricoles et agroalimentaires augmentent fortement. Le solde commercial des produits bruts et transformés devient négatif au deuxième trimestre 2021, à - 49 M€.

Industries agroalimentaires

Le secteur poursuit son augmentation d'activité. La demande progresse. Le prix des matières premières s'envole. Une légère hausse de l'activité est attendue en juillet.

Industries des viandes

La production est en croissance, le taux d'utilisation des capacités de production atteint en juin un niveau record de plus de 91 %. La demande, notamment à l'export, est fluctuante, mais termine le trimestre en légère progression. Les coûts des matières premières poursuivent leur hausse avec une répercussion sur le prix des produits finis faible à modérée.

Industrie de la boulangerie-pâtisserie et pâtes

Les productions augmentent, le taux d'utilisation des capacités de production dépasse 75 %. La demande progresse, portée par le marché intérieur en avril, puis par le marché export en mai-juin. Les coûts des matières premières augmentent nettement, sans répercussion sur les prix des produits finis.

Le point du trimestre

Lancé en 2020 avec deux partenaires, Sodebo et Brioches Fonteneau, l'accélérateur foodtech porté par la Startup Palace et désormais appelé FuturaGrow se renforce de deux autres industriels vendéens de l'agroalimentaire : le groupe charcutier Petitgas (300 salariés) et le groupe Routhiau (360 salariés), fournisseur de produits frais et surgelés pour la restauration hors domicile et la grande distribution. Ces quatre industriels travaillent avec trois start-up sur les emballages réutilisables et compostables.

Les entreprises en bref

Sources : AGRAlimentation, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, lettre de l'API d'avril à juin 2021

Loire-Atlantique

Le groupe néerlandais **Refresco**, l'un des plus gros embouteilleurs indépendants de boisson, réorganise sa filiale J&C, spécialisée dans la formulation et l'embouteillage de boissons sans alcool sous plusieurs formats (carton, verre, PET). Ce projet impliquerait la suppression de 79 postes en France, dont 60 postes au sein de l'établissement de Château-Thébaud. Cette filiale est confrontée à une décroissance continue (-2,4 % de 2018 à 2020), en particulier sur le segment des jus de fruits (-5 % sur la même période). S'il n'y a pas de repreneur, ce site va fermer.

Les Coteaux Nantais, qui produit et distribue des fruits frais, a enregistré une croissance de près de 15 % en 2020, profitant de l'engouement pour le bio et le local. Au total, le groupe Exobioterra (48 M€ de CA, 212 salariés), qui réunit l'activité de production et de commercialisation des Coteaux Nantais, celle de transformation des fruits en purée et jus, Cototerra, le grossiste Province Bio, les magasins Biovista et le site e-commerce Cotobiovista, a enregistré une progression de 12 % en 2020. Pour répondre à la hausse de la demande, le groupe a notamment fait le choix d'ouvrir 4 drive, une boutique dans sa ferme de Remouillé et a créé un site e-commerce. Les Coteaux Nantais veut aussi faire l'acquisition de 30 ha supplémentaires de vergers. Les exportations ont pour l'instant ralenti, mais le groupe espère passer l'export de 12,7 % à 20 % de son activité, en ciblant l'Allemagne et les Pays de l'Est. Le groupe, qui connaissait jusque-là une progression de 6 à 7 % par an, espère réaliser une croissance d'environ 10 % cette année.

Le plan de sauvegarde de l'emploi de la **Biscuiterie Nantaise (United biscuits France)**, qui prévoyait la suppression de 37 postes, a été jugé irrégulier par le tribunal administratif de Nantes le 24 avril. L'usine de Vertou n'était concernée que par deux ou trois postes. Le tribunal a retenu que la méthode choisie par la société pour déterminer

les catégories professionnelles était irrégulière. Le groupe turc Yildiz, qui a racheté l'usine en 2014, a décidé de faire appel de la décision.

L'association **Handicap travail solidarité** travaille avec des ESAT afin de faciliter l'insertion professionnelle et sociale des personnes en situation de handicap. Depuis le 26 mai, elle s'installe dans des grandes surfaces où quatre travailleurs handicapés accompagnés par deux encadrantes salariées confectionnent des en-cas à base de pains, fruits et légumes invendables qui sont ensuite vendus sur le stand «snacking» du magasin. L'association a testé sa nouvelle activité au sein du Carrefour de Beaulieu à Nantes et s'installe désormais chaque mercredi au sein du magasin Auchan de Saint-Herblain.

Terrena a redressé ses comptes en 2020, l'Ebitda s'établit à 113 M€ (+ 8 M€) sur un chiffre d'affaires de 4,76 Mds€ presque stable (- 10 M€). Le résultat net du groupe redevient positif à 2,1 M€ (+ 12,7 M€) et celui de la coopérative ressort à 4,3 M€ (+ 0,6 M€ pro-forma). Le groupe souligne les bonnes performances de ses filiales viandes Elivia (bœuf) et Holvia (porc). En revanche, la performance du pôle volaille Galliance a reculé et le groupe accuse une forte baisse de la collecte dans ses filières végétales (- 30 %) du fait des conditions climatiques pendant les semis d'hiver. Terrena a présenté ses objectifs à horizon 2030 : réduire de 50 % les phytosanitaires, accroître l'autonomie protéique en réduisant de 50 % les protéines importées, accroître de 35 000 ha les surfaces bio, et tendre vers la neutralité carbone à horizon 2025. Terrena souhaite élaborer un plan d'adaptation climat pour chaque territoire et filière et développer des filières d'élevage référentes en terme de bien-être animal.

Maine-et-Loire

Combiar (19 salariés, 4,2 M€ de CA en 2019), distillerie créée en 1834, est à l'origine de la liqueur triple sec à Saumur et n'a jamais changé de site. En dix ans,

son chiffre d'affaires a plus que doublé. Elle s'installe, à côté de son site actuel, dans des nouveaux locaux deux fois plus grands (4 000 m²) en décembre 2021, avec l'objectif de doubler le chiffre d'affaires d'ici 2026. 5,5 M€ sont investis dans ce projet, soutenu à hauteur d'1,2 M€ par le conseil régional des Pays de la Loire et le FEADER.

Le groupe de spiritueux **Rémy Cointreau** a clos fin mars son exercice 2020-2021 sur un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros, en recul d'1,4 %, supérieur aux prévisions et en forte croissance au quatrième trimestre. Le groupe prévoit ainsi un fort démarrage de l'exercice 2021-2022.

Maison Béduneau (1 M€ de CA en 2020, 7 salariés), situé à Chemillé-en-Anjou, a investi 500 k€ pour tripler sa surface destinée à la production de plats en bocaux pour **Bocaux du bocage** (70 % de son activité). Bocaux du Bocage vend sa production à 300 professionnels de l'hôtellerie et a bénéficié de la vente à emporter que proposent les hôtels pour compenser la fermeture de leurs restaurants.

Natural (15 M€ de CA, 25 salariés), entreprise spécialisée dans le commerce d'ingrédients pour l'industrie du complément alimentaire à Verrières-en-Anjou, investit plus de 5 M€ pour créer une usine d'extraction de plantes bio médicinales afin de réduire sa dépendance aux importations étrangères. Financée par France Relance à hauteur de 700 k€, ce nouvel outil de production de 4 000 m² devrait être opérationnel d'ici le premier semestre 2022. La société pourra également se diversifier et lancer plusieurs gammes destinées aux acteurs de la cosmétique, de l'agroalimentaire ou de la santé animale. **Natural** vise une croissance d'environ 20 % par an et près de 20 emplois pourraient être créés.

Mayenne

Lactalis a enregistré l'an passé une croissance annuelle de 5,9 % de son chiffre d'affaires à 21,2 Md€ et sa

dette nette est en diminution sur l'année. L'an passé, le géant mondial du lait annonce avoir investi 600 M€ dans son outil industriel, le tiers de cette enveloppe étant alloué à ses infrastructures françaises, notamment pour « développer les installations de protection de l'environnement ». Le groupe prévoit de finaliser cette année l'acquisition de la division fromage du géant américain Kraft Heinz, pour 3,2 Md\$. Lactalis prévoit de payer plus cher le lait cette année au vu de la remontée des cours mondiaux.

Le groupe **Lactalis** et ses organisations de producteurs ont signé le 9 juin avec le distributeur Leclerc un contrat de trois ans portant sur le lait UHT. Il valorise 68 millions de litres de lait au prix de base de 370 € la tonne, soit une hausse de 5 € par tonne. Toutes primes confondues, les producteurs toucheront 385 € pour 1 000 litres. Cet accord tripartite est le premier de la sorte signé par le géant lavallois.

My Pie (35 salariés, 2,8 M€ en 2020), entreprise spécialisée dans les produits de snacking chauds, investit 3,5 M€ pour tripler la surface de son site de Gorron en passant de 1 500 m² à 4 000 m². My Pie va réorganiser son site avec des espaces plus spécifiques pour chaque produit, augmenter ses capacités de fabrication de pizzas qui représentent la majorité de l'activité et se doter d'une chambre froide négative de 1 500 palettes. Ce projet, qui devrait être opérationnel en mars 2022, va bénéficier d'une aide du plan de relance de 800 k€. My Pie a réalisé un chiffre d'affaires de 2,8 M€ en 2020, contre 1,5 M€ en 2019, espère clore l'année 2021 entre 5 et 6 M€ et a pour objectif de recruter environ 70 personnes d'ici fin 2022.

Sarthe

LDC, spécialiste de la volaille et des plats cuisinés, enregistre pour l'exercice 2020-2021 un chiffre d'affaires stable à 4,4 Mds€. Son excédent brut d'exploitation s'améliore de 1 %, à 359,9 M€, soit 8,1 % de son chiffre d'affaires. Le pôle volaille sur le marché hexagonal et le pôle international ont vu leurs résultats reculer mais le pôle traiteur a connu une augmentation.

Le groupe a programmé sur l'exercice 2021-2022 220 M€ d'investissements pour accompagner un retour à la croissance.

LDC a reçu l'autorisation de reprendre trois sites sur sept du numéro quatre français de la volaille **Ronsard** (160 M€ de CA, 775 salariés). Ces sites sont basés en Bretagne, Aquitaine et Île-de-France. En revanche, l'entreprise CADF, spécialisée dans l'abattage de dindes standard dans le Morbihan restera la propriété d'Eureden, qui était jusqu'ici propriétaire de Ronsard, et les trois sites de la région de la Bresse seront cédés au groupe S2M, spécialisé dans la commercialisation de viandes casher.

L'usine **LDC** de Sablé (730 salariés), consacrée aux plats élaborés, souhaite construire un bâtiment supplémentaire (2 700 m², soit 77 500 m² après extension) afin d'ajouter une huitième ligne dédiée aux produits panés. En 2019, les panés représentaient 47 % des quelque 39 500 tonnes produites. En croissance régulière d'environ 2 % par an, les volumes ont connu un bond supérieur à 11 % lors du premier confinement au printemps 2020. Le groupe estime que ceux-ci resteront supérieurs à l'avant-crise, visant un objectif de 25 000 tonnes. En parallèle, LDC souhaite réduire sa consommation d'eau de 8,8 m³/t en 2019 à 7,6 m³/t en 2023.

Bahier (87 M€ de CA, 450 salariés), spécialisé dans les produits de charcuterie, a reçu 1 M€ dans le cadre du plan de Relance pour financer 20 % du coût de construction d'un nouveau bâtiment dans lequel seront regroupées toutes ses installations frigorifiques et qui devrait permettre de réduire de 13 % sa consommation de gaz et de 6 % sa consommation d'électricité.

Elabor (1 M€ de CA, 15 salariés), entreprise spécialisée dans la valorisation des fruits déclassés depuis 2018, envisage de construire une extension de 1 300 m², en plus de ses locaux de 1000 m², pour doubler ses capacités de production et élargir sa gamme. L'opération va coûter 1,5 M€ et les travaux devraient commencer en 2022. Afin d'accompagner son développement, Elabor envisage de recruter 5 à 10 salariés à moyen terme.

Charcuterie du moulin (5,3 M€ de CA), spécialiste des pâtés conditionnés en verrines et des produits frais vendus à la coupe, va réhabiliter et agrandir l'ancienne usine des Rillettes sarthoises du Val d'Huisne pour y transférer sa production. Ce projet va coûter 9 M€ et offrira une surface de 4 600 m². L'entreprise prévoit de dépasser cette année les 6 M€ de chiffre d'affaires et souhaite diversifier son offre, notamment dans la charcuterie froide, et doubler son effectif de salariés d'ici à deux ans pour le porter à une soixantaine de personnes.

Vendée

Fleury Michon affiche un résultat opérationnel de -8,6 M€ sur un chiffre d'affaires de 735,4 M€ en 2020. Le résultat net ressort à - 30,5 M€ contre - 42,8 M€ en 2019. Le groupe fait savoir que le résultat opérationnel est principalement impacté par la dépréciation des actifs liés à la forte baisse de l'activité de catering aérien. Fleury Michon a tout de même profité d'un sursaut en GMS (+ 8 %). Le résultat net subit l'impact des entités cédées en 2020, ainsi que sa participation dans la société de plats cuisinés Piatti Freschi Italia (PFI), mise en difficulté par la crise sanitaire. La livraison de plateaux-repas en entreprise a reculé de près de moitié avec l'essor du télétravail. Le groupe veut digitaliser son activité et apporter des solutions innovantes dans ce secteur.

Fleury Michon négocie la cession de sa filiale canadienne **Fleury Michon Amérique (FMA)** avec une société implantée en Amérique du Nord. Pour autant, Fleury Michon précise que ses ambitions de développement dans le catering aérien sont maintenues en dépit du fort impact de la crise sur cette activité. Celles-ci seraient, dès lors, principalement portées par **Marfo**, la filiale néerlandaise.

Fleury Michon (735,4 M€ de CA en 2020, 3 800 salariés) programme 120 M€ d'investissements sur cinq ans sur ses sites industriels. Le groupe a notamment obtenu une aide de 1,6 M€ du plan de relance qui sera fléchée vers trois projets d'innovation et de recherche : le développement

de nouvelles recettes, les recherches sur les alternatives au plastique et la modernisation des process pour améliorer les flux avec la mise en place d'une palettisation centralisée 4.0 dans l'usine de Mouilleron-Saint-Germain.

Sodebo projette de construire cinq nouvelles unités sur son site historique de Saint-Georges-de-Montaigu : une première usine traiteur dès 2021, l'agrandissement de la plateforme logistique en 2023, une usine spécialisée dans les emballages et un second entrepôt logistique en 2025, une seconde unité traiteur en 2030. L'objectif est d'atteindre 1 000 tonnes de produits finis par jour, sur un site dont le périmètre doublera pour atteindre 110 ha. L'effectif devrait passer de 2 500 à 3 600 salariés.

NutriDry reprend deux spécialistes des aliments lyophilisés et déshydratés : **Titok** (13 M€ de CA, 45 salariés), basé aux Sables d'Olonne, et son concurrent **Falières nutrition** (9 M€ de CA, 30

salariés), basé à Captieux (33). Le projet du fondateur de NutriDry est de doubler la taille du groupe tous les cinq ans pour atteindre 100 M€ de chiffre d'affaires dans dix ans dont 80 % à l'international. Les deux tiers de cette croissance seraient le fait d'acquisitions, une dizaine de dossiers étant à l'étude, et le reste de la progression organique du groupe.

Bioporc (20,6 M€ de CA, 106 salariés, 28 éleveurs), PME de la coopérative agricole Cavac spécialisée dans la transformation de viande de porc issue de l'agriculture biologique et basée à La Chataigneraie, va agrandir son site de production grâce au soutien du plan de relance.

Les Magasins U créent une nouvelle filière blé entre Vienne et Vendée. Leur baguette locale est obtenue à partir de blé meunier produit sous cahier des charges CRC (culture raisonnée contrôlée) et Label rouge, par les agriculteurs de la **Cavac** et de

La Tricherie, transformée en farine chez **Minoterie Planchot** à Saint-Paul-en-Pareds (Vendée) et fabriquée soit dans les magasins U équipés d'un atelier, soit chez **Brio'Gel**. Une «juste rémunération» des agriculteurs est mise en avant. Ceux-ci bénéficient d'un contrat sur trois ans.

La coopérative **Cavac** a annoncé la création d'un fonds à vocation environnementale, nommé Ohé La terre. 1 M€ sera mobilisé pour aider les agriculteurs à planter des arbres et protéger la biodiversité. 280 agriculteurs ont d'ores et déjà été sélectionnés pour être bénéficiaires de ce fonds qui poursuit 2 objectifs : la compensation des émissions de CO2 et la préservation de la biodiversité. Des entreprises mécènes, soucieuses d'alléger leur empreinte carbone et de verdir leur démarche de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE), abonderont le fonds.

Liste des annexes à télécharger

Cotations des céréales et oléoprotagineux
Cotations fruits et légumes
Viticulture - Observatoire économique du Val de Loire
IPAMPA
IPPAP
Abattages des animaux (bétail, volailles et lapins)
Cotations animales (bétail, volailles, lapins et oeufs)
Livraison de lait et prix du lait

Ont participé à l'élaboration de ce document :

A la une : H. Guillard, C. Landré

Contexte météorologique : A. Piha

Productions végétales : J.C. Bouhier, S. Emeriau, L. Faguet, P. Guérin, A. Kéters, S. Marchand, A. Piha, et A. Prudo (SRISE)

IPAMPA : O. Grosmesnil (SRISE)

Productions animales et commerce extérieur : O. Grosmesnil, O. Jean, B. Robert et V. Salaün (SRISE)

IAA : C. Berchon (SREAF)

Coordination : A. Piha (SRISE)



www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67 516 - 44 275 NANTES cédex 2
Tél. : 02 72 74 72 64 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Armand Sanséau
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry
Rédactrice en chef : Hélène Guillard
Rédaction : DRAAF
Composition : Isabelle Laurens
ISSN 2725-7150 - Dépôt légal : à parution
© Agreste 2021